Du Pakistan au Philippines, face à la crise sanitaire et aux régimes autoritaires

mercredi 7 juillet 2021, par ROUSSET Pierre (Date de rédaction antérieure : 5 juillet 2021).

Le mode d'organisation et les formes de lutte des mouvements avec lesquels nous avons des relations régulières dans cette partie du monde varient considérablement d'un pays à l'autre. Ils sont cependant tous confrontés à des régimes autoritaires, voire des dictatures, qui durcissent leur emprise à l'occasion de la crise sanitaire, ainsi qu'à des responsabilités nouvelles envers des populations dont la condition s'est brutalement dégradée du fait de l'épidémie, de l'incurie des autorités, de la corruption, du mépris des élites pour les classes populaires. De ce fait, et en rapport avec la résistance de longue durée en Birmanie, les solidarités régionales gagnent encore en importance. Notre soutien aussi.

Sommaire

- Face à la pandémie de Covid-19
- Guerre totale aux Philippines
- Agir malgré les menaces
- Bras de fer régional sur (...)
- La crise climatique

Face à la pandémie de Covid-19

En Asie du Sud et du Sud-Est (avec l'exception très spécifique de la Thaïlande), les autorités n'ont jamais déployé de politiques sanitaires efficaces contre le coronavirus. Toute la région vit aujourd'hui sous l'impact de nouveaux variants apparus pour une bonne part en Inde, y compris des pays qui ont réussi à bloquer ou limiter la première vague. Il s'agit aujourd'hui du Delta, mais d'autres menacent, qui risquent de s'avérer encore plus dangereux. Les appels financiers que nous recevons visent dorénavant, au moins dans une large part, à renforcer les moyens organisationnels nécessaires pour le déploiement d'un soutien multiforme aux victimes de la pandémie – ou victimes de l'état d'urgence décrété par les autorités : distribution de biens de première nécessité (alimentaire, santé, hygiène…) jusque dans des zones reculées, malgré confinements et couvre-feux ; information des bénéficiaires sur les mesures d'appui promises par l'administration (des droits souvent ignorés des personnes concernées) ; facilitation à l'accès effectif aux aides officielles, - vaccins et traitements…

« Les riches, eux, n'ont rien à craindre »

Le Bangladesh, voisin de l'Inde, est frappé de plein fouet. Les associations paysannes BKF (masculine) et BKS (féminine) nous écrivent que « *la situation, dans le pays, est devenue très*

alarmante. Plus aucun district n'est protégé de l'épidémie et elle est particulièrement grave dans des zones frontalières. Des membres des BKF-BKS sont touchés, en particulier dans le Nord. Plus généralement, les mesures de confinement sont appliquées de façon inhumaine, les journaliers perdant tout revenu (sans recevoir d'aide), même les vendeurs de thé ne sont pas autorisés à sortir dans la rue : leurs bouilloires et tasses sont saisies par la police ! Les riches, eux, n'ont rien à craindre ; ils peuvent se déplacer en voiture et acheter tout ce qu'ils veulent. Nous traversons donc une période cruciale ».

En effet, la situation s'aggrave de jour en jour. Le taux d'infection augmente dans les zones rurales. L'inquiétude est d'autant plus grande que la structure sanitaire rurale est délabrée. En ville, les hôpitaux sont bondés. La plupart des patients décédés le sont par manque d'oxygène. Pas de places disponibles. Les patients dans un état critique sévère font la queue à l'extérieur de l'hôpital. Ils prient pour que les patients internes de l'unité de soins intensifs meurent afin de pouvoir occuper les places vacantes !.

L'action de l'association « Femmes libres » en Indonésie était initialement centrée sur la défense des droits reproductifs des ouvrières d'une zone industrielle de Djakarta. Elle avait déjà élargi son champ d'intervention après des catastrophes naturelles. Elle nous informe aujourd'hui que *« les membres de l'association qui vivent actuellement dans notre centre [au sein de la zone industrielle] vont bien, mais que d'autres, qui ont loué des logements autour de l'usine, se retrouvent en situation très vulnérable. Au moins 15 de nos amiEs ont eu des symptômes et sont actuellement en auto-isolement avec leurs familles. Votre aide nous aidera à les soutenir en leur distribuant des colis de nourriture et de vitamines. »* [1]

« Vaccins gratuits pour tous »

En sus de ce qui est mentionné ci-dessus, nos partenaires au Pakistan, une importante coalition de mouvements politiques et sociaux, ont lancé, dès mars, une nouvelle campagne fédérale intitulée « Vaccins gratuits pour tous » et initié un nouveau mouvement qui a vocation à s'étendre à tout le pays, le Mouvement populaire pour le vaccin Corona libre. Les Pakistanais participent aujourd'hui activement aux appels internationaux pour la levée des brevets privés sur les vaccins Covid-19 et pour doter les pays du Sud de capacités autonomes de production. Ils contribuent à animer des réseaux régionaux, en Asie du Sud, ou internationaux, comme le Forum populaire Asie-Europe (AEPF). Avec notamment le CADTM, ils sont partie prenante d'un large appel pour l'annulation immédiate de la dette des pays d'Asie du Sud, comme mesure indispensable au déploiement d'une politique sanitaire efficace.

La nouvelle vague pandémique s'annonce plus meurtrière que la précédente dans de nombreux pays de la région, alors que la crise sociale s'est aggravée. En règle générale, le nombre officiel d'infections et de décès rapporté à la population est très inférieur à ce que nous connaissons en France. Il y a évidemment un biais, car bien des victimes de milieux populaires ne sont jamais testées (qu'un pauvre meurt est à la fois normal et sans intérêt) ou décèdent d'abord de malnutrition, ce qui interdit aux autorités de suivre l'évolution réelle de l'épidémie. Cependant, il est aussi vrai que le coût humain du Covid-19 en Europe a été particulièrement élevé. Les données officielles françaises (pas surestimées) donnent 111 152 décès confirmés le 3 juillet 2021. C'est considérable.

Guerre totale aux Philippines

Après la Birmanie, c'est probablement aux Philippines que la situation est la plus grave. Le président Rodrigo Duterte est connu pour avoir assuré l'immunité aux forces de répression, qui ont multiplié

les assassinats extrajudiciaires dans la foulée de son élection en 2016 (probablement quelque 20 000 morts), le tout au nom de la « guerre à la drogue » qui a pris des allures de règlements de comptes et de « guerre aux pauvres ». La guerre contre l'épidémie s'est inscrite dans la même logique répressive. La gestion de la pandémie de Covid par le gouvernement Duterte a été militarisée. Une logique accentuée par l'adoption en 2020 d'une nouvelle loi antiterroriste, puis par la criminalisation de l'opposition politique et l'engagement d'une guerre totale contre les « rouges » (réels ou supposés). Après avoir déclaré que tout contrevenant au confinement devait être abattu, Duterte a ordonné aux soldats d'achever sur place tout « communiste » blessé lors d'un affrontement. Pas de quartier !

Initiatives locales

Le pays est en récession. Selon diverses études, à la fin de l'année 2020, six foyers sur dix auraient souffert de la faim et en 2021 plus de 5 millions de Philippin.es pourraient à leur tour basculer dans la pauvreté si le gouvernement ne leur fournit pas une aide suffisante. Face à l'émigration des soignant.es, qui ont payé un très lourd tribut à l'épidémie (étant démunies de moyens de protection), aucune mesure n'est prise pour renforcer le système hospitalier. Le nouveau budget maintient la politique de grands travaux d'infrastructure qui sont sources de corruption et d'enrichissement des riches, au lieu d'investir dans la santé et le social. La politique de vaccination est chaotique. Concentrée dans la région de la capitale, l'épidémie est en hausse et se propage progressivement dans le reste du pays. En fait, les experts identifient Davao (l'agglomération dont Duterte était maire) comme le nouvel épicentre du Covid-19 dans le pays – un signe avant-coureur de la mise en œuvre d'une gestion de type proprement militaire de la ville, ce qui peut s'avérer très utile à un éventuel contrôle du résultat des élections l'année prochaine.

La population doit apprendre à faire sans l'aide de l'administration. Les initiatives locales se multiplient pour organiser des cantines communautaires et assurer la distribution de nourriture et d'aide. La coalition Mihands s'investit, avec d'autres, dans ce mouvement. Implantée à Mindanao, elle comprend une cinquantaine d'associations, chacune avec sa spécialité, qui coordonnent leur action pour répondre aux catastrophes humanitaires de tous ordres. Cette coalition a acquis une dynamique qui lui est propre et n'est l'instrument d'aucun parti. Son terrain d'intervention est vaste. Il lui faut souvent, par exemple, répondre à une aggravation des multiples tensions à l'œuvre dans cette île, y compris en défense des peuples montagnards lumad dont les territoires ancestraux sont menacés par les lobbies économiques (bois, mines), l'armée, des milices du Front islamique de libération moro (MILF) dans la nouvelle entité administrative Bangsamoro récemment constituée, à majorité musulmane. La Nouvelle Armée du peuple (NPA) du PC philippin (maoïste) peut elle-même menacer des communautés qui veulent préserver leur autonomie et ne veulent pas tomber sous leur commandement. Négocier le règlement des conflits, des trêves ou des accords de paix est une urgence permanente à laquelle Mihands, avec son réseau, tente de répondre au mieux.

Cibles à abattre

Toutes les associations engagées depuis des années, voire des décennies, dans des activités progressistes parfaitement légales sont maintenant désignées comme des cibles à abattre par le régime Duterte. C'est le cas pour les membres de Mihands, comme pour bien d'autres. La situation se dégrade particulièrement rapidement à Mindanao, mais même dans la capitale, l'Université des Philippines est dénoncée par les autorités comme un repère gauchiste, menacée d'occupation militaire, à l'encontre des libertés académiques – du jamais vu depuis la dictature Marcos. Des syndicalistes, avocats, journalistes, cadres des communautés populaires, dirigeantEs de populations montagnardes, défenseur.es des droits ou de l'environnement, opposant.es politiques… sont exécutés sans procès, d'autres arbitrairement emprisonnés.

Les mouvements clandestins armés sont évidemment aussi des cibles, même ceux qui n'ont mené aucune action offensive depuis des lustres. Le Parti révolutionnaire des Travailleurs – Mindanao (RPM-M) et l'Armée révolutionnaire du peuple (RPA) sont issus du PCP (CPP-NDF). Ils ont rompu avec la direction centrale du parti lors de la crise qui a profondément transformé le PCP au tournant des années 1980-1990. D'autres structures régionales et commissions nationales ont aussi affirmé leur indépendance à cette occasion.

Avant même la scission, la structure régionale du PCP qui allait fonder le RPM-M / RPA avait tiré beaucoup de leçons de son expérience auprès des communautés populaires du centre de Mindanao, qu'elles soient chrétiennes, musulmanes ou lumad, ainsi que des purges paranoïaques qui ont déchiré le parti communiste à l'échelle nationale. Ils ont modifié leur programme et leur stratégie en conséquence et cette évolution s'est poursuivie après la scission. Le RPM-M a mis à l'ordre du jour la perspective socialiste (ce que le PCP n'a jamais fait). Il a réévalué, dans une démarche démocratique, la nature de ses rapports avec les milieux populaires dans leurs zones d'opération, respectant les décisions prises par les communautés, plutôt que de vouloir leur imposer les choix tactiques propres au parti.

Auto-défense armée

Le RPM-M a compris que la lutte armée n'était pas nécessairement, en tout temps, et quelles que soient les circonstances, la « forme principale » du combat révolutionnaire. Il a engagé des pourparlers de paix. Ces pourparlers n'ont jamais pu aboutir, notamment parce qu'il lui aurait fallu désarmer et que le désarmement aurait signifié, vu la situation à Mindanao où opèrent des groupes militarisés de tout genre (allant des gangs aux islamistes radicaux), de quitter une grande partie de ses zones d'implantation et d'abandonner ce faisant les communautés populaires où vivent ses membres et pour qui il représentait une force d'autodéfense irremplaçable.

Le RPM-M et la RPA se sont alors placés en posture défensive au point que leur théâtre d'opérations est devenu en quelque sorte une zone de paix relative, par comparaison avec ce qui se passait en d'autres secteurs de l'île. Il a su maintenir longtemps une force armée « non offensive », malgré de nombreuses provocations, sans qu'elle se délite ou ne dégénère, ce qui n'est pas chose évidente. Il s'est pour cela assuré que les membres du RPM-M / RPA ne perdent pas leurs racines sociales. L'expérience politico-militaire de ce mouvement, trop peu connue, est pleine de précieux enseignements.

En mars 2021, face à la guerre sans merci déclarée par le régime Duterte, affectant même des communautés paysannes pacifiques en les marquant du sceau « rouge » et en les profilant, le RPM-M / RPA a, à nouveau, changé d'orientation, appelant à la guerre du peuple et réactivant leur capacité militaire. Le fondement de leur politique, sa justification, reste l'autodéfense, mais une posture passive ne leur permet plus d'assurer la protection de leurs propres membres, ainsi que celle des communautés populaires ou de réseaux militants hier légaux, aujourd'hui obligés d'entrer en clandestinité. Ce changement violent de situation montre que si le RPM-M / RPA avait eu raison d'adopter une posture défensive quand il l'a fait, il avait aussi eu raison de ne pas désarmer.

Agir malgré les menaces

ans aucun pays de la région, nos organisations sœurs n'agissent dans des conditions de sécurité « normales ». Aider les pauvres dérange toujours des riches et des puissants. Au Bangladesh, les associations BKF-BKS luttent notamment pour que soient reconnus les droits des paysanEs occupant de grandes îles qui émergent dans les fleuves et rivières. Certains de leurs cadres se sont retrouvés à l'hôpital, gravement blessés, après avoir été attaqué par les sbires de grands propriétaires.

Le Pakistan en état de violences permanentes

Le paysage politique de la gauche pakistanaise est en recomposition depuis des années, avec une relève de génération, des regroupements et de nouvelles formes de convergence des luttes. Notre « lignée » historique s'inscrit dans l'héritage non sectaire du Parti travailliste pakistanais (Labour Party Pakistan, LPP). Ses cadres ont connu des périodes d'exil ou de clandestinité lors de dictatures militaires, mais ce ne fut que temporaire. La violence religieuse (fondamentalismes islamistes), sociale (dans les entreprises comme dans les campagnes), étatique (services secrets, armée), politique est une donnée constante de la réalité pakistanaise. Ces violences peuvent se conjuguer, comme à Okara où le propriétaire foncier est… l'armée. Quand les paysanEs se sont mobilisés pour leurs droits, ils et elles ont subi des mois durant un blocus militaire, leurs cadres ont été incarcérés, torturés, condamnés pour terrorisme et détenus dans une prison de haute sécurité au régime très dur. Il a fallu de nombreuses années de mobilisation pour obtenir leur réhabilitation – comme ce fut aussi le cas pour Baba Jan, figure populaire du Gilgit Balistan dans les contreforts himalayens, ou encore dans le Nord-Ouest avec le député Ali Wazir.

Le Pakistan est un pays géographiquement fragmenté où les régionalismes sont puissants, les nationalismes aussi (Baloutchistan), et dont les frontières sont parfois contestées. C'est particulièrement le cas du Cachemire divisé entre zones d'administration pakistanaise et indienne (sans oublier la présence chinoise). Le pays vit en état de guerre permanente autour de la ligne frontalière et la situation ne fait que s'aggraver avec les ambitions territoriales du Premier ministre Modi en Inde et de l'extrême droite hindouiste.

L'un des plus grands succès de la gauche militante au Pakistan est d'avoir su développer un sentiment de solidarité qui brise les divisions traditionnelles dans le pays. Elle oppose à la répression la mobilisation démocratique de masse et sa capacité à mener des campagnes en défense de militant.es incarcérés. Elle fait preuve d'un dynamisme remarquable dans une situation toujours incertaine.

Bras de fer régional sur la Birmanie

Crédit Photo. Wikimedia commons

Nous n'avions aucun lien en Birmanie avant que le pays ne plonge dans une crise majeure à la suite du putsch du 1er février dernier et de l'échec annoncé de la « transition démocratique ». Depuis, le nombre des personnes tuées par les militaires s'approche du millier et la résistance armée s'étend progressivement dans l'ensemble des régions de plaine et non plus seulement dans divers territoires de la périphérie peuplés par des minorités ethniques.

Résistance multiforme

La population doit par ailleurs faire face à une nouvelle vague de Covid-19, alors que le personnel soignant est entré en dissidence face à l'armée et que le programme de vaccination déployé par le gouvernement civil a subi un coup d'arrêt. Comme dans bien des pays, la pandémie est l'occasion

pour la junte de tenter de renforcer son emprise sur la société au prix de l'efficacité effective des politiques sanitaires – à l'instar de ce qui se passe sous bien d'autres régimes aux tendances plus ou moins autoritaires (y compris en Europe). Il n'y a aujourd'hui pas de campagne de vaccination en cours dans le pays, ce qui conduit les gouvernements étrangers et leurs ambassades de fournir eux-mêmes les vaccins pour leur personnel et leurs ressortissants vivant et travaillant sur place.

Les gouvernements des pays voisins de la Birmanie apportent leur soutien à la junte au pouvoir : l'Inde de Modi, la Thaïlande des généraux, la Chine de Xi Jinping… À cette alliance de régimes réactionnaires répond une mobilisation solidaire des mouvements progressistes de la région. L'ensemble de nos partenaires dans la région jugent que l'issue du conflit birman, qui s'annonce maintenant long et difficile, aura de profondes conséquences géopolitiques et que la résistance birmane doit bénéficier de la plus large solidarité internationale.

La situation en Birmanie est aujourd'hui à la fois complexe et fluctuante, notamment dans les États des minorités ethniques. D'importants pas en avant ont cependant été franchis avec la constitution du Gouvernement d'unité nationale et des Forces de défense populaire (PDF), auxquelles s'ajoutent de nombreux groupes locaux de résistance armée non coordonnés. Grâce à notre réseau régional de partenaires qui peuvent suivre au plus près l'évolution de la situation, nous pouvons dédier notre aide financière à des forces vives de la résistance.

La crise climatique

Un mot sur les conséquences de la crise climatique, particulièrement graves dans la région, frappée par des typhons de plus en plus fréquents, de plus en plus violents (en particulier aux Philippines) et menacée par la montée des eaux océaniques. Une grande partie du Bangladesh va probablement se retrouver demain sous les eaux. Pour diverses raisons, la capitale indonésienne de Djakarta s'enfonce lentement et des quartiers sont submergés l'un après l'autre. Quant à la ceinture de feu du Pacifique, elle est entrée dans une phase d'activité, provoquant des tremblements de terre, tsunamis et éruptions volcaniques, notamment dans l'archipel indonésien.

Rien n'est épargné à l'Asie du Sud-Est. Les désastres humanitaires (qu'ils soient provoqués par des guerres, des aléas naturels…) cumulent et démultiplient leurs effets au détriment des populations. Les mouvements militants doivent répondre à un état de crise global aux multiples facettes qui ne peut que s'accentuer. Ils ont besoin de notre aide pour y répondre.

Pierre Rousset

Voir l'appel d'ESSF à la solidarité financière envers ces pays :

http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58626

P.-S.

• Version enrichie du 21 juillet 2021.

Notes

[1] Vois l’appel que cette association à récemment lancé ESSF (article 58935), Covid-19 (Indonésie) : La crise sanitaire s’aggrave ! Un appel urgent aux dons.